



Syndicat National de l'Éducation Physique
Fédération Syndicale Unitaire
Académie de LILLE

Lille, le 5 juin 2018

Déclaration du SNEP-FSU CAPA EPS du 5 juin 2018

Nous sommes réunis ce jour en CAPA pour étudier les congés de formation, l'accès aux postes adaptés, l'accès à la hors classe des P.EPS, mais cela se situe dans un contexte de fort mécontentement de nombre de personnels de l'Éducation nationale, en particulier face aux orientations déclinées par notre gouvernement sur la fonction publique. Les annonces faites courant mai, dans le rapport de l'IGAEN, d'une possible fusion des académies en rapport avec le nouveau périmètre des 13 Régions nous inquiètent. Les propositions d'orientation sur les instances de dialogue social (CAPA - FPMA et CTA.....) font partie également de l'inquiétude. Dans notre champ d'intervention de l'EPS, les décisions et annonces ne font que dégrader la place de notre discipline. Face à ces attaques répétitives : suppression de l'épreuve d'EPS au DNB des collèges, disparition d'options EPS en lycée, baisse des postes au CAPEPS (-20%), installations sportives toujours insuffisantes....Le SNEP-FSU a décidé d'une action Nationale le 14 juin à Paris à 18h00 sur les marches du Trocadéro, pour afficher qu'il faut investir pour répondre aux besoins de pratiques physiques, sportives et artistiques des élèves et de la population.

Carrière PACD/PALD :

Les enseignants d'EPS restent les seuls du second degré à 20 heures alors qu'ils subissent massivement une détérioration de leur santé liée à l'exercice de leur métier. Si aujourd'hui, enseigner est un métier difficile, dans le cadre d'une carrière qui s'allonge, enseigner l'EPS l'est d'autant plus. Pourtant le nombre de postes adaptés pour permettre aux enseignants qui rencontrent des difficultés de santé reste très insuffisant. Il est urgent de modifier le mode d'attribution de ce type de poste. En effet nous pensons que les postes adaptés devraient être attribués en fonction des besoins des personnels et non pas en fonction des moyens que l'administration attribue pour les PACD et PALD.

La pénibilité accrue de l'exercice du métier, l'allongement des carrières sont autant d'indicateurs d'une dévalorisation de la place sociale qu'occupent les enseignants et particulièrement les enseignants d'EPS, qui tentent pourtant de répondre aux exigences d'un service public garant de la réussite de tous les élèves.

CFP :

Sur ce dossier des congés de formation professionnelle, nous constatons que le nombre de demandeurs reste faible par rapports aux années antérieures : 2012 / 55 candidatures – 2013 / 41 candidatures – 2014 / 34 candidatures - 2015 / 21 candidatures en 2016 et 2017 / 25 candidatures en 2018 et 13 pour l'année 2018-2019 pour cette année. Le circuit de communication au sein des établissements ne nous apparait pas toujours pas suffisamment efficace et nous pensons que l'information doit être donnée sur la possibilité d'obtenir un CFP sur un autre type de demande que la préparation à l'agrégation d'EPS.

Hors classe P.EPS :

Nous avons décidé de siéger ce jour sur ce dossier en sachant que notre organisation syndicale n'a toujours pas eu les arbitrages des contingents ministériels. L'information fourni par le rectorat ne peut être qu'officiuse, c'est pourquoi nous demandons à ce que une liste de promotions complémentaires soit établie lors de cette CAPA.

Pour autant l'académie dispose cette année de 62 promotions. Nous pouvons nous satisfaire de l'accès à la Hors Classe de plus de collègues qu'en 2017 (62 au lieu de 50), mais les modalités d'accès à la hors classe qui répartissent des promotions contingentées sur les 3 échelons du 9^{ème} au 11^{ème} sont en contradiction avec notre mandat syndical qui préconise le passage de tous les collègues du 11^{ème} échelon en priorité.

La pérennisation des appréciations posées cette année par Madame la Rectrice, pour la continuité de la carrière des collègues jusqu'à leur accès à la hors classe, nous a amené à vous proposer un nouveau tableau de répartition de ces appréciations.

Nous avons été surpris d'apprendre, lors du groupe de travail que le départage, en cas d'égalité d'ancienneté de corps se faisait au patronyme. Le SNEP-FSU est en désaccord complet avec ce choix.

Nous terminerons cette déclaration en remerciant les services pour les documents fournis en amont de cette CAPA et les renseignements que vos services nous ont communiqués régulièrement.

Les commissaires paritaires académiques du SNEP-FSU de Lille.